

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
44200 Nantes

Nantes, le 03/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



ODALIS

ZAC DU CHATEAU ROUGE
LA BLANCHARDIERE
44522 MESANGER

Références : N5-2022-594

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/05/2022 dans l'établissement ODALIS implanté ZAC DU CHATEAU ROUGE LA BLANCHARDIERE 44522 MESANGER. L'inspection a été annoncée le 05/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluri-annuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ODALIS
- ZAC DU CHATEAU ROUGE LA BLANCHARDIERE 44522 MESANGER
- Code AIOT dans GUN : 0006303705
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Non IED - MTD

La société ODALIS exploite, sur le site de Mésanger, une plate-forme logistique d'entreposage de produits dangereux. Cet établissement est soumis à autorisation au titre de la législation sur les installations classées et classé Seveso seuil haut pour ses activités de stockage de produits solides ou liquides présentant une toxicité aiguë de catégorie 1, 2, ou 3 et de produits dangereux pour l'environnement aquatique.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Point sur l'activité du site
- Suites de la visite précédente
- Vérification périodique des matériels de sécurité
- Application de l'arrêté ministériel du 11-04-2017 suite aux modifications apportées par l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4 - Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 28/01/2005, article 23-3-6	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5 - Vérification des installations de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
7 - Modalités de stockage des matières combustibles	AP Complémentaire du 21/06/2017, article 23-7-2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1 - Suites de la visite du 15-01-2020	Arrêté Préfectoral du 28/01/2005	/	Sans objet
2 - Suites de l'inspection du 24-03-2021	Arrêté Préfectoral du 28/01/2005	/	Sans objet
3 - Vérification des matériels de sécurité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II - Point 22	/	Sans objet
6 - Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet
8 - Produits stockés en contenants fusibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II - Point 9	/	Sans objet
9 - Plan d'opération interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
10 - Dispositif d'extinction automatique	Arrêté Préfectoral du 28/01/2005, article 26-1-4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en oeuvre.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : 1 - Suites de la visite du 15-01-2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2005
Thème(s) : Situation administrative, Suites d'inspection
Prescription contrôlée : Suites de l'inspection du 15-01-2020
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté les éléments justificatifs permettant de solder les constats de la visite du 15-01-2020 suivants : FSNC2 - Rétentions associées aux cellules de stockage : Lors de la visite, l'exploitant a présenté l'attestation établie le 07-06-2021 par la société SIKA France justifiant la résistance des joints mis en place aux produits susceptibles d'être en contact avec ces derniers en cas de déversement accidentel ou d'incendie. O1 - Situation administrative : L'état des stocks a été modifié pour prendre en compte le volume maximal de matières plastiques classables sous les rubriques 2662-3 et 2663-2 pouvant être stocké dans la cellule 6.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 2 - Suites de l'inspection du 24-03-2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2005
Thème(s) : Situation administrative, Suites d'inspection
Prescription contrôlée : Suites de l'inspection du 24-03-2021
<p>Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté les éléments justificatifs permettant de solder les constats de la visite du 24-03-2021 suivants :</p> <p>NC1 - Bassin de confinement : Lors de la visite, il a été constaté la présence d'un extincteur à mousse sur roue à proximité de l'aire de stationnement des camions en complément de l'extincteur à poudre mis en place initialement.</p> <p>NC2 - Plan d'opération interne : Le POI a été mis à jour et prend en compte la mise en place du siphon anti-feu et l'augmentation de la quantité de produits stockés dans le local de produits défectueux.</p> <p>FSNC1 - Avis du 09-11-2017 - Lors de la visite, l'exploitant a présenté les modifications apportées à aux outils utilisés pour l'acceptation des produits sur le site dans laquelle figure l'interdiction de stocker des substances présentes dans l'annexe 1 de l'avis du 09-11-2017.</p> <p>O1 - Gestion des modifications apportées aux installations : La procédure P06 a été modifiée le 20-08-2021 puis le 20-01-2022, notamment, pour prendre en compte les observations émises lors de la précédente visite.</p> <p>O2 - Réserves d'émulseurs : L'exploitant a précisé ne plus utiliser sur le site l'émulseur PROFOAM. Des analyses sont réalisées annuellement sur chaque lot d'émulseur BIOEX. L'organisation mise en place pour réaliser ces analyses sur des réserves différentes d'une année sur l'autre a été présentée.</p> <p>O3 - Rétentions associées aux cellules de stockage : L'exploitant a mis en place un contrôle semestriel pour s'assurer de l'état des joints de construction des cellules. Le suivi est tracé ; les derniers contrôles réalisés le 05-07-2021 et le 21-12-2021 n'ont pas mis en évidence de désordre. En cas de dégradation, la prise de photos permettrait de suivre l'évolution des désordres avant réparation.</p> <p>O4 - Notice de réexamen : Le document a été transmis à l'inspection des installations classées le 23-11-2021.</p> <p>O5 - Plan d'opération interne : Le POI a été complété pour prendre en compte les dispositions relatives à l'état des stocks, à la réalisation des premiers prélèvements environnementaux et aux moyens pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident.</p> <p>O6 et O8 - Nouvelles dispositions apportées par les arrêtés ministériels du 04-10-2010 et du 24-09-2020 - Pour information.</p> <p>O7 - Modification de la rubrique n°1510 - La demande de bénéfice d'antériorité a été transmise le 21-12-2021 puis complétée le 05-04-2022. Le nouveau classement a été acté par courrier de prise d'acte du 22-04-2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 3 - Vérification des matériels de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II - Point 22
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de protection
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté les rapports de vérification des matériels de sécurité suivants : - Extincteurs - Vérification réalisée par la société Extincteurs Nantais le 15-12-2022. L'inspection des installations classées n'a pas d'observation sur ce rapport ; - RIA - Vérification réalisée le 03-05-2022. Une fuite a été constatée au niveau du raccord du tuyau d'aspiration de l'émulseur du RIA n°23, ce qui nécessite le remplacement du diffuseur. Des consignes temporaires sur l'utilisation de ce RIA sont affichées en local et le personnel en a été informé. L'exploitant informera l'inspection des installations classées de la réalisation des travaux. - Détection Incendie - Vérification réalisée le 02-05-2022. Deux observations nécessitant des travaux ont été émises. Le bon de commande a été présenté ; la société doit intervenir d'ici fin juin. L'exploitant informera l'inspection des installations classées de la réalisation des travaux. - Système d'extinction automatique - Vérification réalisée le 15-04-2021 et le 20-12-2021. L'inspection des installations classées n'a pas d'observation sur ces 2 rapports. La société sous-traitante est intervenue en mai 2022 (rapport en attente). L'attestation Q12 délivrée le 02-05-2022 a également été présentée. - Système de désenfumage - Vérification réalisée le 03-05-2022. Deux vérins ont été constatés hors service (rendant la fermeture impossible). Le bon de commande a été signé le 17-05-2022. L'exploitant informera l'inspection des installations classées de la réalisation des travaux. - Portes coupe-feu - Vérification des portes coulissantes réalisée le 01-02-2022. L'inspection des installations classées n'a pas d'observation sur ce rapport. La vérification des portes battantes est réalisée en interne annuellement. Le suivi de ce contrôle a été présenté. - Détection Hydrogène - Vérification réalisée le 28-04-2022. L'inspection des installations classées n'a pas d'observation sur ce rapport. - Poteaux d'incendie - Vérification réalisée le 15-02-2022. L'inspection des installations classées n'a pas d'observation sur ce rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 4 - Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2005, article 23-3-6
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention
Prescription contrôlée : Une vérification de la conformité des installations et matériels électriques avec les dispositions cotées ci-dessus doit être effectuée annuellement par un technicien compétent. Les rapports de ces visites sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des installations électriques réalisée le 26-10-2021. Deux observations ont été émises. Le bon de commande pour la réalisation des travaux correspondants a été signé. L'exploitant informera l'inspection des installations classées de la réalisation de ces travaux. Par ailleurs, dans le rapport, la société ayant réalisé la vérification précise que certains matériels n'ont pas vérifiés : "Parties de la mission on réalisées : - Essai des dispositifs DR et mesurages (...), - Examen des matériels électriques situés dans les faux-plafonds (...), - Faute d'ouverture par l'accompagnateur des ensembles d'appareillages BT, vérification limitée à un examen visuel extérieur de l'état du matériel, - Vérification des matériels électriques en hauteur et inaccessibles en l'absence de moyens d'accès en sécurité (...), - Vérification de la continuité de la mise à la terre des appareils d'éclairage installés en hauteur, faute de mise à disposition des moyens d'accès en sécurité, - Vérification des bungalows Ordonnancement et chauffeur (rapport de visite initiale non présenté)." L'exploitant analysera les observations émises et précisera les dispositions prises pour que la vérification de l'ensemble des installations électriques de l'établissement soit réalisée lors du prochain contrôle.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 5 - Vérification des installations de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention
Prescription contrôlée : L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. (...) Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. (...)
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des installations de protection contre la foudre établi le 06-10-2021. Celui-ci a été complété par un rapport établi le 12-04-2022 portant sur le fonctionnement des 5 paratonnerres à dispositif d'amorçage. Dans ce dernier rapport, il est indiqué que 2 paratonnerres sont non conformes et doivent être remplacés. L'intervention est programmée le 07-06-2022. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, les documents justifiant de la réalisation des travaux et de la remise en conformité des installations. L'exploitant a également indiqué qu'il a commandé le boîtier permettant de tester le fonctionnement des 2 paratonnerres qui seront mis en place. Un contrôle du bon fonctionnement des 3 autres paratonnerres devra être réalisé par un organisme compétent en complément lors des vérifications périodiques.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 6 - Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance. 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet

<p>de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p>
<p>Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté les dispositions mises en place pour établir l'état des matières stockées sur le site.</p> <p>L'état des matières stockées précisant les informations figurant à l'article 50 de l'arrêté ministériel du 04-10-2010 peut être établi à tout moment à partir de l'extraction des produits stockés.</p> <p>Celui-ci précise les quantités de matières stockées par rubrique ICPE au niveau de chaque cellule. La lecture pourrait être facilitée si les rubriques étaient classées dans l'ordre croissant des numéros.</p> <p>Pour les matières dangereuses, les quantités stockées sont détaillées en fonction des pictogrammes CLP. La correspondance avec les mentions de dangers devra être précisée.</p> <p>L'exploitant s'assurera également que l'ensemble des mentions de dangers pouvant conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des ICPE est bien pris en compte (en particulier, la mention de dangers EUH029).</p> <p>Les outils mis en place pourront être présentés au SDIS.</p> <p>Figurent également, dans l'état des matières stockées, les 5 produits en plus grande quantité, les 5 produits les plus dangereux ainsi que les différentes typologies des produits.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle : 7 - Modalités de stockage des matières combustibles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/06/2017, article 23-7-2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositives préventives
Prescription contrôlée : Les stockages respectent les dispositions suivantes : (...) - La hauteur maximale de stockage des substances ou mélanges liquides visés par les rubriques 4XXX de la nomenclature des ICPE est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quelque soit le mode de stockage. Cette disposition n'est pas applicable en présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés excepté pour les stockages en récipients mobiles de substances ou mélanges liquides classables sous l'une des rubriques n°1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des ICPE ou pour le pétrole brut sous l'une des rubriques n°4510 ou 4511 de la nomenclature des ICPE.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté le stockage de produits classables sous la rubrique 4331 à une hauteur supérieure à 5 m (poids total : 77 tonnes). L'exploitant a précisé avoir pris en compte les nouvelles dispositions introduites dans l'arrêté ministériel du 11-04-2017 par l'arrêté ministériel du 24-09-2020 ; le point 9 de l'annexe II précise alors : "En présence d'une système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés, la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à 7,6 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 l et inférieur à 230 l et 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 l." Cette disposition figure également dans l'arrêté ministériel du 24-09-2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une ICPE soumise à autorisation. Il a été rappelé que pour être applicable, les dispositions de l'AP du 28-01-2005 modifié par l'APC du 21-06-2017 doivent également être modifiées. L'exploitant transmettra un dossier de porter à connaissance afin d'adapter l'article 23-7-2 de l'AP du 28-01-2005 modifié par l'APC du 21-06-2017 avec les dispositions ministérielles applicables. Il précisera également les dispositions mises en place pour respecter les hauteurs prescrites en fonction du volume du récipient.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 8 - Produits stockés en contenants fusibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention
Prescription contrôlée : Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 l. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023. Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 l en stockage couvert. Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230 l en stockage couvert. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2026.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a précisé ne pas stocker de produits comportant la mention de danger H224. Par ailleurs, pour les produits comportant les mentions de dangers H225, il renseigne, dans sa base de données, le volume unitaire du récipient mobile. Par contre, il ne précise pas d'une part si le liquide inflammable considéré est miscible ou non à l'eau (information disponible dans la fiche de données de sécurité) et si le contenant est considéré comme fusible ou non. L'exploitant lancera une réflexion pour inclure dans sa base de données, les informations permettant de s'assurer, à l'échéance fixée, du respect des interdictions de stockage reprises ci-dessus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 9 - Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'urgence
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L.515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. <p>Le plan d'opération interne précise :</p> <ul style="list-style-type: none">- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Lors de la visite, l'exploitant a précisé les dispositions définies précisées dans le plan d'opération interne en vigueur.</p> <p>En cas d'impact sur l'air, l'exploitant s'appuie sur la Force d'Intervention Rapide mise en place au niveau régional par Air Pays de la Loire, dispositif avec lequel il a conventionné. Les équipements de prélèvement (en fonction des polluants recherchés) et les modalités de déploiement sont précisés dans le POI.</p> <p>Pour les milieux Sol et Eaux, l'exploitant a précisé participer à une réflexion menée avec d'autres établissements pour mutualiser des moyens spécifiques.</p> <p>L'inspection des installations classées a précisé que des analyses sur d'autres matrices pouvaient être menées en fonction des polluants recherchés (lait, fourrage, ...).</p> <p>L'exploitant finalisera la réflexion en cours permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux sur les autres milieux que l'air. Il intégrera les dispositions définies dans son POI. L'échéance est fixée au 01-01-2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 10 - Dispositif d'extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2005, article 26-1-4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de protection
Prescription contrôlée : Les cellules de stockage ainsi que le local de stockage des produits non-conformes sont protégés par un système d'extinction automatique à mousse à haut foisonnement permettant leur remplissage en moins de 7 minutes. (...) En outre, l'installation doit répondre aux exigences de référentiel permettant de garantir son efficacité globale, notamment sur les temps de détection et de noyage.
Constats : Lors de la visite du local incendie, il a été constaté la présence des équipements nécessaires à la mise en oeuvre du système d'extinction automatique à mousse à haut foisonnement (groupe moto-pompe ; firedos ; réserves d'émulseur ; réserve d'eau). Au niveau de la réserve d'eau, il a été constaté la présence d'eau au niveau de la 1ère virole. L'exploitant s'assurera de l'absence de fuite au niveau de la cuve. De plus, il a été constaté la présence de gazole en fond de la rétention associée au stockage. L'exploitant procédera à un nettoyage de la rétention et sensibilisera les personnels aux opérations de remplissage en carburant du groupe moto-pompe ou du groupe électrogène. Enfin, l'exploitant se rapprochera du SDIS pour confirmer le positionnement correct du raccord "Pompiers" mis en place au niveau de la réserve d'eau, en fonction de l'utilisation souhaitée (aspiration ou refoulement) et du type de flexible qui serait mis en place.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet